

L'Adresse—M. Wenman

LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend le débat, interrompu le mercredi 19 octobre, de la motion de M. Dennis Dawson: Qu'une Adresse soit présentée à Sa Majesté la Reine en réponse au discours qu'elle a fait à l'ouverture de la session.

M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, le travail de député peut parfois être déprimant et décevant. J'en ai parfois assez d'entendre les plaintes de minorités cupides et les revendications de ceux qui ne croient pas obtenir leur juste part. C'est une vieille rengaine et je suis fatigué d'entendre parler du groupe exclu des provinces maritimes, de la voix ignorée de l'Ouest, des aspirations du Québec, de la quête des autochtones, des modifications à la loi sur les langues officielles, d'égalité de statut de la loi sur les langues officielles et des mesures politiques pour les minorités des langues officielles. Ce n'est pas ce qui préoccupe vraiment les Canadiens aujourd'hui.

Il est temps de commencer à parler non plus seulement de ces questions mais aussi de la volonté de la majorité des Canadiens, des Canadiens qui en ont ras le bol parce que le gouvernement a trop dépensé, trop taxé, s'est trop immiscé, a trop régi leurs vies, a fait tomber leur monnaie et a presque acculé le pays à la ruine. Peut-être s'irritent-ils de constater que l'industrie travaille au ralenti pour des bénéfices moindres et qu'en conséquence il y a plus de chômeurs des deux sexes au Canada à l'heure actuelle qu'à toute autre époque de notre histoire ou peu s'en faut. Les Canadiens sont fatigués de se faire acheter avec les dollars qu'ils remettent au fisc. Ils n'aspirent plus qu'à une chose: que le gouvernement cesse de vider leurs poches.

Que veut dire pour les Canadiens une fiscalisation atteignant 43 p. 100 du produit national brut? Cela veut dire que le Canadien moyen, c'est-à-dire le Canadien que vous et moi représentons ici aujourd'hui, celui qui gagne \$15,000 par année, devra en verser \$7,000 au gouvernement sous forme de taxes de toutes sortes plus ou moins cachées. Cela veut dire que le Canadien moyen qui se met au travail à 9 heures du matin travaille pour l'État jusqu'à 1 h 30 de l'après-midi tous les jours de l'année, et qu'ensuite seulement il commence à travailler pour lui-même. Cela veut dire que les dépenses du secteur public ont augmenté de 377 p. 100 depuis que le premier ministre (M. Trudeau) a pris la tête du gouvernement.

Dans le même temps, les salaires n'ont augmenté que de 89 p. 100. Eh bien, je vous le demande à vous, à mes électeurs et à la population du Canada, pendant le temps où les impôts augmentaient de 377 p. 100, ce qui est quand même phénoménal, est-ce que les services assurés par le gouvernement se sont améliorés de 377 p. 100, de 300 p. 100 ou de 200 p. 100 ou de 100 p. 100? Est-ce qu'ils sont restés inchangés, ou au contraire ne semblent-ils pas avoir diminué? Je vous laisse le soin de répondre. Mais je sais en tout cas que de l'avis de mes électeurs, le gouvernement fédéral ne cesse pas de taxer, et que ses services ne cessent pas de diminuer.

Lorsque le premier ministre a pris le pouvoir, l'ensemble des dépenses (services de la dette compris) se situait à 10.9 milliards de dollars. Mais voici que selon ses propres estimations, il entend dépenser cette année 41.1 milliards de dollars

[M. l'Orateur.]

et qu'il y a déjà un déséquilibre de plusieurs milliards. Car le déficit budgétaire de 1976-1977 s'établit à 6.3 milliards de dollars. C'est aberrant comme augmentation, c'est plus de 50 p. 100 par rapport à l'année précédente. Ce déficit injustifiable est presque aussi élevé que l'ensemble des dépenses effectuées par le gouvernement dans sa première année d'existence. La dette publique par tête s'élève à \$12,500 si l'on considère uniquement les 9.6 millions de contribuables, ou à \$5,217 si on la rapporte aux 23 millions d'habitants du pays. Les frais de service de cette dette se sont élevés à 7.9 milliards de dollars cette année et représentent \$822.92 par personne employée ou \$343 par habitant. Je puis vous garantir, monsieur l'Orateur, que le Canadien moyen qui a une femme et deux enfants ne veut pas avoir une dette de \$20,000 qui coûte \$1,372 par année à sa famille en frais d'intérêt. Si on lui avait demandé son avis, aucun père de famille canadien n'aurait contracté une telle dette ou accepté de laisser une charge aussi lourde à ses enfants et à ses petits-enfants.

● (1222)

Au lieu de faire des promesses, le gouvernement devrait élaborer de nouvelles politiques susceptibles de nous rendre notre liberté personnelle, de promouvoir le bien-être économique et d'établir une plus grande justice sociale. Le premier ministre a déclaré à un groupe de chômeurs à London, en Ontario: «Nos coûts sont trop élevés et nous nous la coulons trop douce; les Canadiens doivent le comprendre.» Lui-même et son gouvernement devraient suivre ses propres conseils. Le premier ministre parle constamment des espérances peu réalistes des Canadiens. Comme l'indique la page 40 du *hansard*, le premier ministre a déclaré hier pendant ses observations:

J'avoue que j'ai été bien souvent stupéfait, ces dernières années, de voir à quel point les Canadiens semblaient perdre la réalité de vue, quand il s'agit de notre pays.

De fait, ce ne sont pas les Canadiens qui ont perdu la réalité de vue quand il s'agit de leur pays; c'est le premier ministre qui a perdu la réalité de vue quand il s'agit de savoir ce que notre pays peut accomplir. Le premier ministre aura sur la conscience la destruction de la vision canadienne.

L'idée à la mode au Canada cette année semble être que le pays est dans un pétrin économique. Même le ministre des Finances a reconnu qu'il y aura encore une fois un écart important entre le nombre d'emplois disponibles au Canada et le nombre des personnes qui se joindront à la main-d'œuvre cette année et dans un avenir rapproché.

Quelles politiques—et non pas quelles promesses—ont été adoptées pour relancer tant soit peu l'économie? Notre ministre des Finances en herbe se plaît à dire que notre dollar à 90c. va stimuler l'économie. Jusqu'à présent, ce sursis économique ne s'est pas produit. Ce que le ministre des Finances ignore si allégrement, c'est ce que l'expérience de la Grande-Bretagne et d'autres pays dont les monnaies se sont dépréciées a démontré qu'un taux de change à la baisse tend à perpétuer un mouvement de dévaluation. Un taux de change à la baisse accélère le cycle de l'inflation par les coûts et rogne tous les avantages découlant d'un dollar déprécié.

Les gens de la Colombie-Britannique à qui je parle sont stupéfaits et furieux de constater que le gouvernement fédéral ne semble pas capable de percevoir clairement la situation économique et sociale des différentes régions du pays. Cela les dégoûte quand ils entendent parler des bouffonneries qui se déroulent à Ottawa. Ils savent que le revenu moyen des